

IMPACTS DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE À MADAGASCAR

BELA C., RAHERIVELO F., MAMIARISOA
J.É.F. & RADIMILAHY M.A.

Université de Toamasina

Auteur correspondant: Bela C

Adresse e-mail: christianbela@yahoo.fr

Téléphone de l'intervenant: +261 32 11 982 18

Résumé

La préoccupation des dirigeants de toutes les nations est le développement économique d'un pays. Les dirigeants cherchent des solutions pertinentes pour assurer le bien-être de sa population. Madagascar dispose de programmes et de projets gouvernementaux visant à accroître la croissance et le développement. Quelle stratégie utilisons-nous pour assurer la croissance économique de notre pays ? L'objectif de ce manuscrit est de proposer une politique adaptable pour le développement économique de Madagascar. Madagascar a mis en place des politiques de relance économique, à savoir le développement économique basé sur la libéralisation des prix, le désengagement de l'État, l'assainissement des finances publiques, la dévaluation de la monnaie nationale et la construction et la réhabilitation des routes. Pour réaliser ce travail, nous avons exploité des données de seconde main et procédé à l'analyse documentaire par la consultation d'ouvrages. Les résultats montrent qu'en 2017, le PIB par habitant a connu une baisse significative alors que ce pourcentage a connu une augmentation de 4,29% durant l'année 2018. Le taux de croissance du PIB réel est compris entre -1,40 et 4,29. Pour le taux d'inflation, il varie de -34,5 à 42,2%. De 2003 à 2009, les taux de croissance du secteur primaire ont varié de 1,3 à 5,9 ; pour le secteur secondaire, le taux a varié de 17,6 à -7,3 ; et pour le secteur tertiaire, le taux a été de 10,6 à -7,4. La corruption et la pauvreté sont les principaux déterminants de la faible croissance économique à Madagascar. Le capital humain doit être utilisé efficacement sur le marché du travail. L'État doit intervenir dans ce domaine pour augmenter le niveau d'épargne et d'investissement. Le gouvernement doit assurer la sécurité financière des banques et rendre ses institutions financières plus facilement accessibles aux petits et grands épargnants.

Mots-clés : Croissance économique, développement économique, épargne, inflation, pauvreté.

NY FIANTRAIKAN'NY POLITIKAM- BAHOAKA MOMBA NY FAMPITOMBOANA NY HARIN-TOEKARENA ETO MADAGASIKARA

Famintinana

Ny fiahiahin'ireo mpitarika ny firenena rehetra dia ny fampandrosoana ara-toekarena amin'ny firenena iray. Ny mpitarika dia mitady mandrakariva ny vahaolana mifandraika amin'izany mba hiantohana ny mahasoana ny mponina ao aminy. I Madagasikara dia manana fandaharan'asa sy tetikasa izay enti-mikendry ny hampitomboana ny harin-karena sy ny fampandrosoana. Toy izao ny fanontaniana mipetraka : Inona aey ny paikady ampiasaintsika mba hiantohana ny fitomboan'ny toekarena sy harin-karena eto amin'ny firenentsika? Ny tanjon'ity lahatsoratra ity dia hanolotra politika maharitra izay mifanaraka tsara amin'ny fampandrosoana ara-toekarena eto Madagasikara. I Madagasikara dia nametraka ny politikam-pitondran-tena ara-toekarena, izany hoe ny fananganana fampandrosoana ara-toekarena mifototra amin'ny liberalisma, ny tsy fitsabahan'ny fanjakana amin'ny sehatra tsy miakina, ny fanalefahana ny vola nasionaly sy ny fananganana ary ny fanarenana ny lalana. Mba hanatanterahana ity fanoratana ity lahatsoratra ity dia ny vaovao sy ny antontam-baovao izay efa hita tao amin'ny birao no nanaovana fanadihadiana sy famakafakana. Tsy adino ihany koa ny nanao fikarohana tamin'ny alalan'ny birao isan-tsokajiny ary tao amin'ny trano kala mba hahafahana mijery ny zava-misy marina. Ny valiny fanadihadiana dia mampiseho fa tamin'ny taona 2017 dia hita ny fihenana'ny vokatra ankapobeny ao anatin'ny teo Madagasikara (na PIB). Niakatra hatramin'ny 4,29% izany nandritra ny taona 2018. Ny isan-jaton'ny fiakaran'ny PIB tena nisy marina kosa dia teo anelanelan'ny 1,40 et 4,29. Ho an'ny fiakaran'ny vidin-javatra dia teo anelanelan'ny -34,5 hatramin'ny 42,2%. Ny taona 2003 ka hatramin'ny 2009, ny tahan'ny fitomboana teo amin'ny sehatra voalohany dia 1.3 ka hatramin'ny 5.9. Ho an'ny sehatra faharoa dia niovaova ho 17,6 ka hatramin'ny 17,3. Ary ho an'ny sehatry fahatelo dia teo amin'ny 10,6 hatramin'ny -7,4 isan-jatony. Ny kolikoly sy ny fahantrana no antoka lehibe mahatonga ny fitontoganan'ny harin-karena sy fandrosoana eto amintsika. Ny fananana ara-tsaina sy ara-panahy dia tokony hampiasaina amin'ny araka ny tokony ho izy mba entina hampandrosoana marina ny firenena malagasy. Tsy maintsy mandray andraikitra ny fanjakana mba hampitomboana ny tahiry sy ny fampiasam-bola eo amin'ny sehatra tsy miankina. Ny governemanta kosa dia tsy maintsy manome toky ny

banky mba entina hanamorana ny fampiasam-bolan'ny mpikatroka isantsokajiny.

Teny manan-danja : Fahantrana, fandrosoana ara-toekarena, fivoarana ara-toekarena, fiakaram-bidin-javatra, tahiry.

IMPACTS OF PUBLIC POLICY ON ECONOMIC GROWTH IN MADAGASCAR

Abstract

The concern of leaders of all nations is the economic development of a country. They are looking for relevant solutions to ensure the well-being of its people. Madagascar has government programs and projects aimed at increasing growth and development. What strategy do we use to ensure the economic stability of our country? The objective of this manuscript is to propose an adaptable economic policy for the economic development of Madagascar. Madagascar has put in place economic recovery policies, namely the establishment of the foundations of economic development based on price liberalization, the disengagement of the State, the consolidation of public finances, the devaluation of the national currency and the construction and rehabilitation of roads. To complete this manuscript, we exploited second-hand data and conducted a literature review by consulting the books. The results show that in 2017, the GDP per capita experienced a significant decline while this percentage experienced an increase of 4.29% during 2018. The real GDP growth course is between -1.40 and 4.29. For the inflation rate, it varies from -34.5 to 42.2%. From 2003 to 2009, the primary sector growth rates varied from 1.3 to 5.9; for the secondary sector, the ratio varied from 17.6 to -7.3; and for the tertiary sector, the range was from 10.6 to -7.4. Corruption and poverty are the main factors behind Madagascar's low economic growth. Human capital must be used effectively in the job market. The state must interfere in this field to increase the level of savings and investment. The government must ensure the financial security of banks and make those financial institutions more easily accessible to small and large investors.

Keywords: Economic growth, economic development, inflation, poverty savings.

Introduction

La préoccupation première des dirigeants de toutes les nations, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou culturels, est le dévelop-

pement économique d'un pays. Pour atteindre des objectifs, les dirigeants de chaque pays doivent trouver des solutions pertinentes et efficaces pour assurer le bien-être de sa population (Bailey, 1987). Madagascar dispose de programmes et de projets gouvernementaux visant à accroître la croissance et le développement économique. Ces programmes visent principalement à interagir avec l'amélioration ou l'augmentation des indicateurs macro-économiques du pays. Le gouvernement a une responsabilité importante dans l'amélioration du bien-être de la population. Ces politiques publiques sont principalement des politiques basées sur la politique fiscale développée par le gouvernement et la politique monétaire menée par la banque centrale (Hult & Walcott, 1991). La première politique publique que l'État malgache adopte est le Plan d'Ajustement Structurel (PAS) qui vise à réformer la structure économique d'un pays afin d'atteindre plusieurs objectifs tels que : l'équilibre des secteurs réels, l'équilibre des secteurs monétaires et financiers, l'équilibre des finances publiques et surtout la balance des paiements extérieurs (Gankou, 1987). Le Document Cadre de la Politique Economique (DCPE) qui est un outil qui détaille les politiques que les Gouvernements ont voulu mettre en œuvre pour accélérer la sortie de crise de Madagascar. Le Document Stratégique de la Réduction de Pauvreté (DSRP) qui vise à améliorer les indicateurs sociaux tels que le taux de pauvreté monétaire, le taux net de scolarisation, le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie, le taux d'accessibilité de la population à des soins de santé de qualité, le taux d'accès à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement collectif.

Le Madagascar Action Plan (MAP) qui vise la réduction effective de la pauvreté et l'amélioration tangible de la qualité de vie des malagasy (FMI, 2007). Sur ce point, notre problématique est la suivante : quelle stratégie utilisons-nous pour garantir la croissance économique de notre pays? L'objectif de ce manuscrit est de proposer une politique efficace et adaptable pour le développement économique durable de Madagascar. L'hypothèse de notre travail est la suivante : la bonne gouvernance est le seul moyen de sortir d'une crise politique et économique dans un pays en développement comme Madagascar. Si la puissance publique utilise efficacement et sans détour les moyens financiers prévus pour la réalisation des objectifs, l'amélioration des performances économiques de Madagascar garantit le bien-être de sa population.

Matériels et méthode

L'évolution des politiques économiques de Madagascar depuis l'indépendance jusqu'à nos jours a été analysée. Des méthodes de collecte de données ont été adoptées.

Matériels

.Depuis 1960, la politique économique de Madagascar a été divisée en trois grandes périodes (Robequain, 1953). Tout d'abord, la période où Madagascar était en zone franc, puis la période de contrôle de l'économie par l'État et enfin la période d'ajustement structurel.

De 1960 à 1971 : Le démarrage économique

Les caractéristiques macroéconomiques du pays révèlent une économie plus saine : le taux

de croissance annuel moyen a atteint 3,6%, l'inflation annuelle a été modérée, puisqu'elle n'a jamais dépassé 10%, et le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) constant par habitant a atteint 0,8%. Ceci traduit une amélioration du niveau de vie des malagasy. Après la colonisation, le développement socio-économique de Madagascar est un phénomène inéluctable (Razafindrakoto et al., 2017). Le "décollage économique" de la nouvelle République s'inscrit dans l'ouvrage de Rostow (1960) qui, lui-même a tenté de dégager les caractéristiques uniformes de la modernisation des sociétés.

De 1972 à 1981 : L'étatisation de l'économie malgache

Cette période est marquée par l'augmentation de l'intervention de l'État dans la croissance économique. Cette intervention s'est faite par la nationalisation des grandes entreprises et le monopole de l'État dans la commercialisation des produits de première nécessité et c'est l'État qui fixe les prix de chaque produit. Cette politique a provoqué une stagnation et un déclin considérables des activités économiques de la nation et une forte inflation. Cela a provoqué une détérioration continue et rapide du niveau de vie à Madagascar. Durant cette période, le taux de croissance du PIB par habitant était de -1,6%. Cette crise a ensuite été accentuée par des investissements excessifs, ce qui a provoqué des crises de la balance des paiements (Châtaigner, 2017).

De 1982 à 2010 : Retour au libéralisme et à la reprise économique

Après la deuxième période, durant la période 1982-2010, Madagascar avait connu une période de grand retour au libéralisme et de relance économique (Hugon, 2005). Durant cette période, Madagascar avec l'appui de plusieurs bailleurs de fonds, avait mis en place des politiques de relance économique et qui est marquée par trois crises : la crise de 1991, 2002 et 2009 (Banque mondiale, 2011). Cette phase comprend la mise en place des bases du développement économique basé sur la libéralisation des prix, le désengagement de l'Etat, l'assainissement des finances publiques, la dévaluation de la monnaie nationale, la construction et la réhabilitation des routes et la détaxation de produits ciblés (Fremigacci, 2014).

Méthodes

Pour la réalisation du présent manuscrit, des données de seconde main ont été exploitées, c'est-à-dire des données quantitatives et qualitatives disponibles auprès de plusieurs institutions. Ensuite, pour enrichir les données collectées, des ouvrages disponibles à la bibliothèque de l'Université de Toamasina et les différents sites web disponibles sur notre sujet ont été consultés.

Résultats

Dans cette section, nous allons évoquer les différents résultats que nous avons obtenus.

PIB par habitant

Le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesses d'un pays. Il correspond à la somme des valeurs

ajoutées, c'est-à-dire à la valeur de la production de biens et de services par des agents économiques à l'intérieur du pays, quelles que soient leurs nationalités. Le tableau suivant montre l'évolution du PIB de 2010 au 2018.

Tableau 1 : PIB par habitant (Parité pouvoir d'achat) en % (en milliards d'Ariary)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Variation	-1,01	0,87	0,87	0,23	1,17	-0,61	3,88	-1,40	4,29

Le PIB de Madagascar varie de -1,40% à 4,29%. C'est au cours de l'année 2017 que le PIB par habitant de Madagascar a connu une baisse significative. Ce pourcentage a connu une augmentation de 4,29% au cours de l'année 2018.

Évolution du PIB par secteur d'activités

Le PIB est la somme de la valeur ajoutée (secteur public et privé) plus la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les taxes sur des produits spécifiques tels que les produits pétroliers, le tabac et l'alcool ou les produits importés (droits de douane).

Tableau 2 : Evolution du PIB par secteur d'activités entre 2003 et 2009 (en milliards d'Ariary)

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Au prix courant							
Secteur primaire	1814,7	2135,2	2592,1	2969,1	3218,9	3589,3	4392,7
Secteur secondaire	955,3	1182,5	1445	1743,8	2037,4	2340,7	2468,2
Secteur tertiaire	3499,7	4148,7	5193,8	6198,1	7409,7	8726,6	8619,4
Taux de croissance réel (en %)							
Secteur primaire	1,3	3,1	2,5	2,1	2,2	2,9	5,9
Secteur secondaire	14,6	6,5	3	3,5	9,8	3,6	-7,4
Secteur tertiaire	10,6	6	6,1	7,4	7,8	8,2	-7,4

D'après le tableau 2, le PIB du secteur primaire varie de 1.817,7 en 2003 à 4.392,2 en 2009 avec des taux de croissance de 1,3 à 5,9. Pour le secteur secondaire, il est de 955,3 en 2003 à 2.468,2 en 2009 avec le taux de croissance de

17,6 et -7,3. Pour le secteur tertiaire, 3.499,1 en 2003 et 8.619,4 en 2009 avec un taux de croissance de 10,6 et -7,4.

Valeurs récapitulatives des grandeurs économiques

Le tableau suivant illustre les grandeurs caractéristiques de l'économie nationale et, plus généralement, une grandeur synthétique agrégée représentative d'un ensemble de grandeurs particulières.

Tableau 3 : Quelques valeurs récapitulatives des grandeurs économiques

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Balance commerciale	-19,5	-12,3	-9,5	-11,4	-10,5	-8,8
Exportations de biens (FOB)	12,3	12,3	14,8	12,4	12,8	12,9
Importations de biens (FOB)	31,8	24,6	24,3	23,8	23,3	21,6
Services	-4,2	-1,6	-1,6	-	-0,7	-0,3
Revenu des facteurs	-1,1	-	-1,1	-0,7	-0,7	-0,5
Transferts courants	3,6	5,6	5,9	4,8	4,3	3,8
Solde des comptes courants	-21,1	-9,4	-6,9	-8,3	-7,6	-5,7

Source: AfDB, OECD, UNDP, and UNECA (2013). *Africa Economic Outlook*, 25 septembre 2013

D'après le tableau 3, la valeur du solde est de -19,5 milliards d'ariary à -8,8 milliards en 2014, l'exportation de biens est de 12,3 à 12,9 milliards d'ariary, l'importation est de 21,6 à 31,8 milliards d'ariary, le service est de -4,2 à -0,3 milliard d'ariary, le revenu des facteurs est de -1,1 à -0,5 milliard d'ariary, les transferts courants sont de 3,6 à 5,9 milliards d'ariary et enfin pour le solde du compte courant est de -21,1 à -5,7 milliards d'ariary.

Quelques agrégats de la politique économique

Les agrégats de politique économique qui sont principalement une quantité synthétique mesurant le résultat de l'activité économique sont montrés dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Agrégats de la politique économique de 2015 au 2018

Désignation	2015	2016	2017	2018
PIB/tête (en dollar)	470	478	481	490
Taux de croissance du PIB réel et prévisionnel (%)	3,1	4,18	4,31	5,2
Taux de croissance du PIB réel/Hab. (%)	-0,61	3,88	-1,40	4,29
Inflation d'Indice de perception de la corruption (%)	-18,4	42,2	0,116	-34,5

Quelques agrégats macroéconomiques que la croissance de Madagascar évoque. Le PIB/habitant varie entre 470 dollars et 490 dollars. Pour le taux de croissance, il varie entre 3,1% et 5,2%. Le taux de croissance du PIB réel est de -1,40 à 4,29 et enfin pour le taux d'inflation, il varie de -34,5 à 42,2%.

Valeur ajoutée de 2013 au 2018

La valeur ajoutée correspond à la richesse produite au cours du processus de production. Correspondant à la richesse produite au cours du processus de production, la valeur ajoutée traduit la valeur supplémentaire donnée par l'entreprise par son activité (le travail) aux biens et services provenant de tiers.

Tableau 5: Valeur ajoutée (VA) en pourcentage

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018
VA de l'agriculture (% du PIB)	-5,39	-2,42	-0,42	-2,37	-2,31	-2,89
VA de fabrication (% du PIB)	-0,46	4,75	-5,75	19,9	-9,90	9,90
VA des industries (% du PIB)	3,65	7,48	-1,56	2,43	3,61	14,9

La valeur ajoutée du secteur agricole varie de -5,39% à -0,42, la valeur ajoutée des secteurs manufacturiers varie entre -9,90 à 19,9% et pour le secteur industriel elle varie entre 1,56 à 19,9%.

Indice de perception de la corruption (IPC)

Le classement de Madagascar en matière de corruption basé sur l'IPC est résumé dans le tableau 4 suivant.

Tableau 4: Indice de perception de la corruption (IPC) à Madagascar

Année	Score IPC	Rang
2010	2.6/10	123ème/178
2011	3.0/10	100ème/183
2012	32/100	118ème/175
2013	28/100	127ème/180
2014	28/100	133ème/174
2015	28/100	123ème/168
2016	26/100	145ème/176
2017	24/100	155ème/180
2018	25/100	152ème /180
2019	24/100	158ème/180
2020	25/100	149ème/180

Source: BIANCO 2020 (<https://bianco-mg.org/position-de-mcar-en-indice-de-perception/>)

L'évolution de Madagascar en matière de corruption a montré que durant l'année 2010, Madagascar avait le score de 2,6/10, soit 132^{ème} rang sur 178 pays pauvre. En 2020 ; Madagascar est dans le 149^{ème} du pays le plus pauvre du monde.

Discussion

L'agrégat le plus important utilisé par toutes les organisations internationales pour la représentation macroéconomique d'un pays est le PIB. Il permet de voir l'ensemble des activités économiques de tous les agents économiques d'un pays. Dans cette partie, nous allons analyser les différents effets des politiques publiques successives sur la croissance de Madagascar.

Évolution du taux de croissance de Madagascar

La faiblesse et l'instabilité de la croissance économique de Madagascar est la raison pour laquelle la population malgache vit dans des conditions de pauvreté importante et de faible revenu. Au cours de l'année 2010, 2015, 2017, le taux de croissance était négatif (-1,01; 0,61 ; -1,40). Mais il a connu une augmentation au cours de l'année 2016 et 2018 avec un taux de 3,88 et 4,29%. Toutefois, ce taux reste faible par rapport à la croissance moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, estimée à 5,3% par le FMI (FMI, 2003).

Secteurs économiques de Madagascar

Secteur privé

Le recul le plus important concerne l'obtention des permis de construire. Les contraintes majeures à l'amélioration du climat des affaires sont la protection des investisseurs, l'accès régulier à l'électricité en raison de fréquents délestages, l'exécution des contrats et les transferts de propriété (Entretien fait auprès de quelques responsables au bureau de l'aménagement de territoire Toamasina, 2020). Des registres fonciers ont été mis en place dans tout le pays pour faciliter la délivrance des titres. Mais certains ont été fermés en 2012 par le ministère de tutelle pour remédier aux problèmes de gouvernance auxquels ils étaient confrontés. Pour remédier à la plupart de ces contraintes, un plan de relance économique est en cours d'élaboration sous l'impulsion du secteur privé malgache.

Gestion du secteur public

Le processus de privatisation des entreprises est resté suspendu en 2012, la période de crise politique n'étant pas propice à la mise en œuvre de réformes structurelles majeures. Toutefois, si les élections de 2013 débouchent sur une reconnaissance internationale, le pays pourrait à nouveau s'engager dans un programme avec le FMI, ce qui placerait le programme de réformes au centre de la politique économique. L'État détient toujours des parts dans plusieurs entreprises opérant dans des secteurs tels que l'énergie, les télécommunications, l'agroalimentaire et le transport aérien. Un dialogue public-privé a également été lancé en juin 2012 à l'initiative de la primature. Il portait sur la corruption, la fiscalité et les contrôles fiscaux intempestifs, l'insécurité et le manque de visibilité.

Facteurs déterminants du ralentissement de la croissance de Madagascar

La corruption

La corruption est causée par le manque de respect de l'état de droit par les institutions et les dirigeants, la faiblesse des libertés civiles, l'absence de liberté de la presse et de liberté d'expression politique. En termes juridiques, l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport aux pouvoirs législatif et exécutif découle du principe de la séparation des pouvoirs, et cette indépendance seule peut garantir son impartialité dans l'application des normes juridiques. En effet, les justiciables ont besoin d'avoir confiance en leurs juges : c'est l'impartialité qui crée la confiance et c'est l'indépendance qui garantit l'impartialité. Le niveau de corruption est la

fonction de la qualité et de l'intégrité du système judiciaire, car l'efficacité des lois dépend de la crédibilité de la police et des tribunaux pour réprimer la corruption. En termes économiques, la corruption est par niveau de développement affecte la "petite corruption" lorsqu'un petit pot-de-vin est exigé pour obtenir un service qui devrait être fourni gratuitement. La corruption a tendance à proliférer dans les pays où les gouvernements créent des situations de monopole, et il n'y a pas de transparence ou de responsabilité. Mettre en place des barrières tarifaires élevées pour protéger l'économie du pays peut être une source de corruption. Les exportateurs de biens à l'étranger peuvent être tentés de corrompre les gouvernements pour obtenir des exemptions ou des concessions spéciales, sapant ainsi les intérêts économiques nationaux qui peuvent craindre la concurrence. La corruption à Madagascar augmente de telle manière que l'île a pu atteindre la 158ème place sur les 180 pays les plus corrompus du monde. Selon les malagasy, les fonctionnaires les plus touchés par la corruption sont les policiers et les gendarmes (dont 44% des répondants pensent que "la plupart" ou "tous" sont corrompus) et les juges et magistrats (39%). Environ un tiers des répondants pensent que les membres du gouvernement (34%), les responsables présidentiels (33%) et les parlementaires (31%) sont également impliqués dans la corruption (Razafindrazaka et al., 2019).

Le trafic illicite des richesses de Madagascar

Le passage du cyclone Hudah en 2000 a déclenché l'exploitation illicite de ce bois précieux.

En 2009, huit porte-conteneurs ont quitté Vohémar avec à leur bord un total de 19.730 grumes et 50.584 planches, dans 324 conteneurs autorisés par le MEF, soit environ 9.700 tonnes de bois de rose. Cette estimation a été confirmée par l'inspection des conteneurs par l'équipe d'enquête au port de Vohémar. Selon Global Witness & EIA (2010), le nombre de grumes entières par conteneur allait de 30 à 274, tandis que les conteneurs remplis de planches contenaient entre 49 et 1.055 planches par conteneur. Cette large gamme de tailles reflète l'abattage systématique d'arbres de bois de rose de tous âges et de toutes tailles et leur transformation grossière en copeaux sans aucune taille standardisée.

Impacts des politiques publiques de Madagascar

Politique d'Ajustement Structurel (PAS)

Entre 1980 et 1986, le PAS a eu une influence négative sur l'économie, car l'application de cette politique n'a pas eu d'effets positifs sur la croissance. Les mesures de libéralisation ont des impacts positifs dans les pays ayant une expérience industrielle, mais pas dans les pays où la phase d'industrialisation est orientée vers le marché intérieur et nécessite encore la protection des industries naissantes. À la fin de 1994, Madagascar avait une dette importante, un taux d'inflation très élevé, des finances publiques très déséquilibrées et une balance des paiements très déficitaire. Le PIB n'a pas du tout augmenté et les investisseurs privés ont continué à observer la situation. Ce sont les effets économiques de l'application de l'ajustement structurel, pour les effets sociaux, ils sont désastreux. La libéralisation, la privatisation et d'autres mesures

n'ont pas réussi à améliorer le bien-être de la population, et il y a de plus en plus de pauvreté et d'inégalités de revenus.

DSRP et le MAP

La période 2003-2009 est celle de la mise en œuvre du DSRP et du MAP, après la continuité des deux programmes et l'interruption de la mise en œuvre du MAP. Les effets de ces politiques publiques sur la croissance économique sont examinés ensemble dans cette section. L'indicateur utilisé est le PIB, ce qui n'exclut pas la présence d'autres agrégats macroéconomiques tels que la consommation, l'investissement, les exportations et les importations. Le DSRP et le MAP étant, en général, des politiques libérales, les résultats sont les suivants. Ces résultats sont observés selon la croissance économique et l'inflation, le PIB, la consommation et l'investissement et le commerce extérieur. L'activité économique à Madagascar est fortement concentrée dans le secteur des services (notamment le commerce, les services aux entreprises, l'hôtellerie et la restauration, le transport et la construction). Le secteur tertiaire est le premier secteur en termes de valeur ajoutée de l'économie malgache en 2009. Il contribue à 51,7% du PIB. Le secteur primaire représentait 26,3% de la richesse du pays et le secteur secondaire 14,8%. En termes de taux de croissance annuel de ces secteurs, si l'on se focalise sur l'année 2009, malgré la crise politique de cette année-là, le secteur primaire a connu un taux de croissance positif (5,9%) par rapport à 2008, tandis que les deux secteurs (tertiaire et secondaire) ont tous deux enregistré un taux de

croissance négatif de 7,4% par rapport à l'année précédente. Pour tous les secteurs d'activité, un taux de croissance annuel moyen positif a été enregistré entre 2003 et 2009 : 2,7% pour le secteur primaire ; 3,03% pour le secteur secondaire et 2,1% pour le secteur tertiaire. Il convient de noter que la plupart des entreprises créées en 2008 appartiennent au secteur tertiaire, soit environ 88,2% ; seules 10,5% des entreprises nouvellement créées sont représentées⁶ par le secteur de la production de biens (entreprises de fabrication et de construction). Le secteur primaire est dominé par les activités informelles et ne représente que 1,3% des nouvelles entreprises. La valeur des importations de Madagascar est supérieure à la valeur de ses exportations. Cette situation est le résultat de la faiblesse des exportations. Quant aux importations, Madagascar est un pays qui importe beaucoup, et les produits importés sont généralement des produits d'usage quotidien, et non des produits utilisés dans la production. La valeur des exportations ne peut pas compenser la valeur des importations, c'est pourquoi la balance commerciale est toujours déficitaire.

Recommandations

Madagascar devrait avoir une stabilité macroéconomique et faire un investissement important dans le capital humain, d'où l'augmentation du taux d'alphabétisation, ce capital humain devrait être utilisé efficacement sur le marché du travail, le développement du capital humain et le développement du secteur privé devraient être réalisés en même temps. L'Etat doit fournir des infrastructures et assurer un niveau d'éducation approprié. L'investissement éducatif est particu-

lièrement axé sur l'acquisition et la maîtrise des compétences. Quant aux systèmes financiers, ils doivent être stables et liés aux sociétés non financières. L'intervention de l'État consiste à augmenter le niveau d'épargne pour accroître l'investissement, le gouvernement devrait assurer la sécurité financière des banques et rendre ses institutions financières plus facilement accessibles aux petits et grands épargnants. Le pays devrait contrôler les prix, c'est-à-dire limiter les distorsions de prix. La stimulation des IDE devrait être privilégiée pour permettre l'acquisition de technologies étrangères. Pour l'agriculture, des politiques de développement agricole devraient être mises en œuvre car Madagascar est un pays où 83% de la population est agricultrice (INSTAT, 2007). Le développement de l'agriculture permet de réduire les importations, notamment de produits alimentaires, comme le riz.

Conclusion

La poursuite des objectifs de politique publique ne se traduit pas toujours par l'amélioration de la croissance économique. La politique monétaire doit être utilisée pour atteindre l'équilibre de la balance des paiements, tandis que la politique budgétaire doit être réservée à la lutte contre le chômage. La coordination des politiques est une solution à ces problèmes. L'intervention du gouvernement est inévitable dans la poursuite de la croissance économique. Dans la mise en œuvre de ses politiques économiques, Madagascar n'a pas pu développer son industrie. C'est le secteur tertiaire qui est le plus développé. L'économie est particulièrement vulnérable aux fluctuations cycliques. Les défaillances de

Madagascar sont les résultats de l'intervention minimale de l'Etat, les actions de l'Etat ne concernent que certains domaines dont le développement du secteur privé mais, qui ne sont pas au profit des opérateurs économiques. L'Etat doit effectuer une promotion de l'investissement privé ou une stratégie de substitution des importations, et cette stratégie doit être combinée avec une autre mesure qui est le protectionnisme. Le protectionnisme est nécessaire pour protéger les industries nouvellement créées, dans ce cas la libéralisation est progressive. Les stratégies prises par l'État dans les politiques publiques doivent être liées les unes aux autres pour éviter les effets désastreux. L'État doit assurer la mise en œuvre des politiques publiques. L'Etat doit être impliqué les techniciens dans l'élaboration et la mise à jour des plans de développement locaux, régionaux et nationaux.

Références

- AfDB, OECD, UNDP, and UNECA (2013). African Economic Outlook. Structural Transformation and Natural Resources. 359 pages.
- Bailly A. S. (1987), Bien-être et développement. In: *Espace géographique*, **16** (2) p. 155.
- Banque Mondiale (2011), Revue des dépenses publiques, Madagascar : politique budgétaire et investissement public en période d'instabilité politique, 138 pages.
- Châtaigner, J.M. (2017), Madagascar : le développement contrarié, *Afrique contemporaine*, **251**: 107 – 124.
- FMI - Fonds monétaire international, (2007). Madagascar : Document de stratégie de réduction de la pauvreté-Plan d'action de Madagascar. Rapport du FMI n°07/59, Février 2007. 115 pages.
- FMI - Fonds Monétaire International, (2003). Afrique Évolution économique récente et activités du FMI, juillet 2003, https://www.imf.org/external/np/exr/ib/2003/fra/072_403f.
- Fremigacci, J. (2014), Madagascar ou l'éternel retour de la crise, *Afrique contemporaine*, **251**: 125-142.
- Gankou, J.M. (1987.). Dévaluation et politique d'ajustement. *Revue Tiers-Monde*, **28** (109): 209-227.
- Global Witness, et l'EIA (Environmental Investigation Agency), (2010). *Rapport d'enquête sur le commerce mondial des bois précieux malgaches : bois de rose, ébène et palissandre*. Octobre 2010. 32 pages
- Hugon, P. (2005), La stagnation de l'économie malgache : le rôle des crises et des facteurs sociopolitiques en longue période, *Revue internationale et stratégique*, **60**: 19-32.
- Hult, K.M., C. Walcott (1991). Le modelage de l'organisation : un problème de politique publique. In: *Politiques et management public*, **9** (1): 67-96.
- INSTAT (2007). *Recensement de l'agriculture (RA). Campagne agricole 2004-2005, Tome 1 Généralités, Méthodologie et principaux résultats*. 91 pages
- Razafindrakoto, M., F. Roubaud, J.M. Wachsberger (2017). *L'énigme et le paradoxe, Économie politique de Madagascar*, Éditions Institut de Recherche pour le développement, Agence Française de Développement, Collection Synthèses Marseille. 282page.
- Razafindrakoto, D., L. Razafimamonjy, et E. Soullisse (2018). Les Malgaches déplorent l'ampleur de la corruption, mais craignent de la signaler. Dépêche No. 302, Afrobaromètre. 9 pages. https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAtes/ab_r7_dispatchno_302_corruption_a_madagascar.pdf.
- Robequain, C. (1953), Les populations et l'économie de Madagascar. In: *Annales de Géographie*, **62** (331): 209-211-
- Rostow, W.W. (1960). The stages of economic growth. A non-communist manifesto. Cambridge, Harvard University Press. Traduit par Du Rouret M.J. (1962). Édition du Seuil, Paris. 200 pages.